



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

aide aux territoires d'outre-mer sinistrés

Question au Gouvernement n° 707

Texte de la question

AIDE AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER SINISTRÉS

M. le président. La parole est à Mme Maina Sage, pour le groupe UDI, Agir et indépendants.

Mme Maina Sage. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, ainsi qu'à Mme la ministre des outre-mer.

À la suite des ouragans Irma et Maria, le Président Macron avait indiqué au *One Planet Summit*, en décembre, la création d'un fonds public privé, doté de 3 milliards de dollars, pour soutenir la reconstruction de l'espace caribéen.

Pouvez-vous nous dire où en est la création de cette coalition caribéenne et si ce fonds sera accessible aux Antilles françaises, sachant que le Président Macron avait amorcé la création d'un fonds similaire pour le Pacifique ?

Les territoires d'outre-mer, vous le savez, sont gravement menacés par le dérèglement climatique. Le changement climatique n'a pas de frontière et, si l'on peut organiser une aide internationale pour les territoires voisins, je souhaiterais que l'on n'oublie pas nos propres territoires d'outre-mer.

Nous revenons des Antilles, notamment de Saint-Martin, où nous sommes allés dans le cadre d'une mission parlementaire dédiée à la gestion des événements climatiques majeurs, et je profite de cette intervention pour vous alerter de l'urgence dans laquelle se trouve l'île. Celle-ci est complètement dévastée et, six mois après l'événement, il y a encore des débris partout ! (*Applaudissements sur les bancs des groupe UDI-Agir, NG et LR.*)

J'ai pu voir, monsieur le Premier ministre, quel effort faisait l'État aux côtés de cette collectivité et des populations, mais cela paraît bien insuffisant compte tenu de l'état dans lequel se trouve l'île aujourd'hui.

Je vous interpelle donc, monsieur le ministre d'État, car nous sommes face à une catastrophe écologique. Plus de 200 épaves de bateaux et des milliers de véhicules hors d'usage restent à traiter. Il y a des débris partout qui, demain, lors de la prochaine saison cyclonique, pourront devenir des projectiles. Et 10 000 personnes sont en situation précaire !

Pouvez-vous nous dire, très concrètement, si les retours d'expérience permettront une réponse nationale et comment, demain, l'État pourra aider cette île à se remettre de cet état écologique ? (*Applaudissements sur les bancs des groupe UDI-Agir, NG et LR ainsi que sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer. Madame la députée, vous le savez, l'ouragan Irma, qui a frappé les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy en septembre dernier, a été d'une violence exceptionnelle. L'ampleur des dégâts, énorme, a frappé une grande majorité des habitants du territoire.

M. Pierre Cordier. On le sait ça !

M. Fabien Di Filippo. Elle l'a déjà dit !

Mme Annick Girardin, ministre. Certains sujets restent préoccupants. Je reviens moi aussi de Saint-Martin. Au-delà de la mobilisation des associations qui sont sur le terrain et qui aident à la reconstruction de nombreuses habitations,...

Mme Marie-Christine Dalloz. Ce n'est pas le problème des associations !

Mme Annick Girardin, ministre. ...j'ai demandé en urgence une réponse pour aider à couvrir les 1 700 maisons qui n'ont toujours pas de toiture actuellement.

Cette réponse, nous devons la mettre en œuvre et la rendre efficace très rapidement puisque, comme vous le savez aussi, la période cyclonique touchera ces territoires cet été ou, au plus tard, en septembre. Nous devons être prêts.

Vous avez également raison de dire que nous travaillons avec la collectivité afin d'organiser régulièrement des campagnes de nettoyage. Nous en mènerons une très forte, juste avant la campagne cyclonique, car les débris peuvent en effet devenir des armes meurtrières en cas de cyclone.

J'ai également travaillé avec l'ensemble des compagnies d'assurance. Là aussi, il nous faut aller plus vite, et répondre davantage aux questions qui sont posées : 75 % des sinistres ont aujourd'hui reçu un règlement, total ou partiel ; 85 % des dossiers d'habitation sont en cours de règlement. Mais il faut savoir que les plus gros dossiers concernent notamment des hôtels, et qu'ils sont traités beaucoup plus lentement.

Enfin, je voudrais vous répondre sur la mobilisation du Gouvernement aux côtés de la collectivité. Une réunion, tenue lundi, sous la présidence du Premier ministre, a rappelé l'engagement de tous les ministres présents sur ces bancs. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Jean-Charles Taugourdeau. C'est nul comme réponse !

Données clés

Auteur : [Mme Maina Sage](#)

Circonscription : Polynésie Française (1^{re} circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 707

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 mars 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 mars 2018](#)